

TRIBUNE Socialiste

**POUR LA
NÉGOCIATION
IMMÉDIATE :**

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

VOTEZ « NON »

LE Conseil National du P.S.U. dénonce devant le pays l'esroquerie politique que constitue l'organisation du référendum du 8 janvier.

Pour masquer l'échec de son entreprise, le Général de Gaulle pose aux Français une question qui concerne deux propositions contradictoires et exige une seule réponse. Si le référendum n'avait porté que sur le principe de l'autodétermination, le P.S.U. aurait répondu « OUI » afin d'isoler l'extrême droite et de souligner sa faiblesse. Mais il porte également sur l'octroi d'institutions provisoires qui préjugent de la décision du peuple algérien et éloignent la réalisation de l'autodétermination.

Cette procédure peut d'autant moins être acceptée que les tragiques événements de la semaine dernière ont montré d'une manière irréfutable que la création d'une « République algérienne » sans négociations avec le G.P.R.A. se heurterait à la résistance de l'immense majorité de la population musulmane. Le gouvernement français en serait réduit à concéder à une poignée de fantoches des droits et des pouvoirs qui ne comporteraient pas de contrepartie réelle puisque les forces représentatives du peuple

forcée jusqu'au jour où la négociation des conditions de l'autodétermination sera effectivement engagée et non point simplement évoquée ou promise.

**

C'EST pourquoi le P.S.U. a pris l'initiative de proposer à toutes les organisations politiques et syndicales qui se sont prononcées pour une paix négociée, la seule plate-forme susceptible de les unir et de faire reculer le Pouvoir : celle d'un « boycott » massif du référendum. Si ce « boycott » avait pu être réalisé en temps voulu, le Général de Gaulle aurait été vraisemblablement conduit à modifier ses plans et peut-être même à renoncer à sa comédie plébiscitaire.

Malheureusement, la plupart des organisations consultées et en premier lieu le Parti Communiste et la S.F.I.O. n'ont pas voulu nous suivre dans cette voie. L'union si nécessaire n'a pas été réalisée. Dès lors le P.S.U. qui ne saurait à lui seul mettre en œuvre la campagne du « boycott » doit donner à son tour une réponse aux questions du référendum.

DÉCLARATION DU CONSEIL NATIONAL DU P.S.U.

algérien ne seraient en rien engagées par les décrets promulgués comme par les accords signés.

**

AUCUN électeur ne pouvant voter à la fois pour un principe et pour son contraire, la consultation du 8 janvier prend nécessairement l'allure d'un plébiscite personnel. On nous demande une fois de plus de faire confiance au Général de Gaulle.

Le P.S.U. refuse d'accorder cette confiance. Il constate que si la Paix n'a pas encore été faite, c'est non seulement en raison de l'attitude aveugle et criminelle des ultras et d'une partie du corps des officiers, mais aussi et surtout, en raison de la politique du Général de Gaulle lui-même, politique de fausses promesses et de demi-mesures qui tend à maintenir sous une façade nouvelle, la vieille domination impériale.

Le P.S.U. ne tire pas de cette constatation la conclusion que la Paix n'est pas possible tant que le Général de Gaulle sera là. Mais il affirme que De Gaulle ne fera la Paix que s'il y est contraint par l'action du peuple algérien, par l'évolution de la situation internationale et par la pression des forces populaires françaises. Cette pression doit être maintenue et ren-

Cette réponse ne peut être que le « NON ». Non à la guerre d'Algérie, non au sang versé, aux violences accomplies, aux folles dépenses militaires, non au refus d'appliquer le principe de l'autodétermination, non à la monarchie gaulliste, à ses mensonges et à son impuissance.

*

LE sort de la Paix ne dépend en rien de la comédie du 8 janvier. Il dépend en revanche pour beaucoup de la résistance des jeunes et de l'action des masses. C'est pourquoi le Conseil National du P.S.U. demande au Comité Politique et à son bureau de multiplier les initiatives en vue de réaliser dans l'unité une série d'actions comparables à celles qui ont marqué la journée du 27 octobre.

Les manœuvres et les ruses du pouvoir ne doivent pas ralentir le combat pour la Paix.

Depuis les derniers événements d'Algérie et le double échec de la politique de l'Algérie française et de la politique de l'Algérie gaullienne, la guerre est entrée dans une phase nouvelle. Il faut faire en sorte qu'il s'agisse de sa phase finale.

Lisez, faites lire **TRIBUNE Socialiste**

ABONNEZ-VOUS : 1 AN : 19 NF — 6 MOIS : 10 NF

C.C.P. PARIS 5826-65 — 54, Boulevard Garibaldi - PARIS-XV^e

QU'EST-CE QUE LE P.S.U. ?

UNE ORGANISATION DE COMBAT

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ est né en avril 1960 de la fusion de deux partis, l'Union de la Gauche Socialiste, fondée en décembre 1957, et le Parti Socialiste Autonome fondé en septembre 1958, auxquels est venu se joindre un courant venu du Parti Communiste, le groupe « Tribune du Communisme ». Le P.S.U. est donc un parti jeune né de parents eux-mêmes jeunes. Mais avec ses 30.000 militants, le P.S.U. est d'ores et déjà une des premières forces militantes de ce pays. Tandis que la plupart des partis français sont en fait de vastes comités qui ne se réveillent qu'au moment des élections législatives ou municipales, le P.S.U. est une organisation permanente de combat politique.

LE P.S.U. GROUPE LES CLASSES SOCIALES SUR LESQUELLES LE SOCIALISME REPOSERA

LE P.S.U. rassemble des militants d'origine sociale diverse. Mais les groupes les plus importants proviennent des classes qui seront les piliers de la société socialiste : ouvriers d'abord. Dans un certain nombre de grandes entreprises — Renault Peugeot, Thomson-Houston, etc. — les militants P.S.U. se sont déjà placés au premier rang des luttes ouvrières. A côté des ouvriers, le P.S.U. compte un nombre important de militants paysans qui sont engagés dans la lutte pour la rénovation du syndicalisme rural; beaucoup d'universitaires et d'étudiants et enfin de nombreux techniciens et cadres de l'industrie ou de la fonction publique. Or ces quatre catégories sociales joueront les principaux rôles dans l'édification du socialisme.

UN PARTI JEUNE, FORMÉ DE JEUNES

LE P.S.U. est sans doute le parti français dont la moyenne d'âge est la plus basse. Cela tient à plusieurs raisons, et d'abord à celle-ci : le P.S.U. est le premier parti à avoir pris au sérieux l'action politique des jeunes. Sans faire de la jeunesse une classe à part, il faut cependant reconnaître que la guerre d'Algérie et aussi la crise du logement, le caractère bourgeois et malthusien de l'enseignement, l'absence de toute politique cohérente de culture et de loisirs populaires posent des problèmes qui concernent plus directement la jeunesse. Celle-ci a pris ses responsabilités ; les jeunes sont devenus politiquement majeurs et le P.S.U. semble être le seul parti qui ait renoncé à tout paternalisme envers eux.

LE P.S.U. CREUSET D'UNE FORMULE NOUVELLE

ON a beaucoup reproché au P.S.U. l'hétérogénéité des courants d'opinion qui le composent. C'est un fait que toutes les tendances de la gauche française y sont représentées : marxistes, anciens communistes et anciens trotskystes, socialistes humanistes, catholiques fidèles à la laïcité, mendésistes. Seules deux tendances importantes n'ont pas leur place chez nous : les mollettistes et les stalinien (qui ne se confondent pas, fort heureusement, avec l'ensemble des militants socialistes et communistes). Cette diversité a des inconvénients mais elle a aussi des avantages. Le P.S.U. est né du sentiment que beaucoup des anciennes divisions de la gauche française qui avaient un sens lorsqu'elles se sont formées, sont aujourd'hui dépassées par les transformations économiques et sociales de la société française et du monde. Il y a des problèmes nouveaux auxquels il faut trouver des solutions originales : c'est par rapport à ces solutions originales, par rapport à l'avenir et non par rapport au passé, qu'il faut se départager.

A PARTI DE TYPE NOUVEAU...

LE P.S.U. précisément parce qu'il est fidèle à l'esprit des fondateurs du socialisme scientifique, porte une attention aiguë à toutes les transformations qu'apporte l'évolution technique et économique, à toutes les expériences socialistes nouvelles qui s'accomplissent à travers le monde. La vie quotidienne s'est transformée (constitution de grands ensembles urbains, apparition de nouvelles formes de diffusion, etc.). Les conditions de travail se sont modifiées. Loin de nous l'idée que tous ces changements améliorent la condition des travailleurs de façon telle que la révolution devienne inutile. Mais cette condition, si elle n'est pas meilleure qu'autrefois, est en tous cas différente. Aussi, à des problèmes nouveaux doit correspondre une organisation de type nouveau. Le P.S.U. s'attache donc à rechercher les structures nouvelles qui lui permettront d'atteindre l'efficacité ; il se refuse d'être un Comité électoral ou un club du Faubourg ; il cherche à s'implanter dans tous les endroits où se déroule la vie quotidienne des travailleurs.

...UN PROGRAMME NOUVEAU

LE P.S.U. ne prétend pas apporter de réponses toutes faites à toutes les questions que nous venons d'énumérer ; il lui serait facile de rédiger une liste de promesses électorales, un programme démagogique d'autant plus précis et complet qu'il serait mis à la corbeille quinze jours après les élections. Mais le P.S.U. est décidé à rompre avec ces habitudes qui ont conduit la gauche française à la défaite. Il ne propose donc pour l'instant que quelques options simples et évidentes :

- Le progrès technique, l'accroissement de la productivité doivent permettre une réduction de la journée de travail qui laisserait plus de temps aux travailleurs pour leurs loisirs et leur culture. Or, actuellement, ils servent exclusivement à augmenter les profits.
- La stabilité de l'emploi n'est pas assurée, et les travailleurs restent à la merci des fluctuations du marché qui peuvent entraîner des réductions d'horaires et de salaires sinon un chômage complet. Nous réclamons donc le salaire mensuel garanti pour commencer.
- Les patrons acceptent parfois de partager une partie de leurs profits mais jamais de partager leur autorité. Nous réclamons donc le contrôle et la participation des travailleurs à la gestion de toutes les entreprises. Il faut par ailleurs démanteler les féodalités capitalistes et pour cela socialiser toutes les grandes banques, toutes les sources d'énergie, toutes les grandes entreprises industrielles et commerciales, tous les transports.
- Il n'y a pas de planification réelle en France. Les entreprises sont maîtresses de leur autofinancement, les banques n'investissent leurs fonds que dans les secteurs les plus rentables qui ne sont pas toujours les plus utiles, l'Etat n'utilise pas les crédits et les pouvoirs dont il dispose pour sélectionner les investissements, établir des ordres de priorité, etc. Nous réclamons donc le contrôle de l'autofinancement, la nationalisation des banques d'affaires, l'établissement d'une planification à laquelle participeraient les représentants des travailleurs.
- La France souffre gravement de l'organisation du circuit de distribution. Dans l'alimentation, le nombre des intermédiaires parasites fait que l'on voit parfois les prix baisser à la production et monter au détail en même temps. Nous réclamons donc la réforme des circuits de distribution, l'instauration de circuits directs, le soutien aux tentatives comme les centres Leclerc.
- L'entreprise privée a montré son incapacité à résoudre le problème du logement, à moderniser ses méthodes et ses techniques. Il faut donc d'une part augmenter les crédits H.L.M. et d'autre part faire de la construction un service public pris en charge par l'Etat et les municipalités.
- L'enseignement Français ne donne pas à tous des chances égales. Les enfants d'ouvriers et de paysans entrent peu nombreux dans les lycées moins nombreux encore dans les Universités. Nous réclamons donc la démocratisation de l'enseignement.

POUR UNE DÉMOCRATIE NOUVELLE

TOUTES ces mesures ne pourront être prises que par un régime démocratique dont nous sommes aujourd'hui bien éloignés. Le P.S.U. est résolument et irréductiblement hostile au pouvoir personnel d'un Arbitre Suprême, qui n'arbitre en fait qu'entre la caste militaire et les technocrates, entre les Petites et Moyennes Entreprises et le grand capital. Le P.S.U. ne s'arrêtera pas de lutter pour la chute de ce régime où les libertés de presse et de réunion sont tous les jours plus menacées, où les droits syndicaux sont violés par l'usage perpétuel de la réquisition, où la voix populaire ne peut plus s'exprimer que dans des plébiscites où la question posée est volontairement confuse. Mais le P.S.U. refuse tout retour à une IV^{ème} République revue et corrigée. La VI^{ème} République sera une République dans laquelle les travailleurs prendront en charge la gestion des entreprises et de l'économie, où la centralisation excessive dont nous souffrons sera abolie au profit d'autorités locales élues responsables et révocables : ce sera une République Socialiste.

AVANT TOUT : FAIRE LA PAIX EN ALGÉRIE

LA lutte pour une démocratie nouvelle est inséparable de la lutte pour la paix en Algérie. Les manifestations musulmanes d'Alger montrent à l'évidence que malgré six ans de répression, le peuple algérien soutient le G.P.R.A., exige avec lui l'indépendance de l'Algérie et est prêt à s'exposer dans la rue aux mitrailleuses des parachutistes pour crier sa volonté. Dans ces conditions les référendums, les commissions d'élus, les institutions provisoires octroyées ne sont que des expédients dérisoires : il faut reprendre immédiatement les conversations de Melun, discuter avec le G.P.R.A. des garanties de l'autodétermination, des conditions du cessez-le-feu, et des garanties qui seront accordées aux Européens en Algérie. La négociation doit donc précéder le cessez-le-feu, et il n'y a pas un jour à perdre pour l'entamer : c'est la seule manière de parvenir à la paix.

FAIRE LA PAIX : C'EST RENDRE A NOTRE PAYS SON AVENIR

LA guerre bouche l'horizon de notre peuple ; rien ne sera possible tant que la guerre durera. Aucune amélioration réelle du niveau de vie des travailleurs, aucune des réformes de structure indispensables ne prendront place tant que 20 % du budget de la France (1200 milliards) seront consacrés aux dépenses de la guerre. La guerre favorise la croissance du fascisme, elle menace nos libertés ; l'O.N.U., elle nous place, aux côtés de l'Afrique du Sud, de l'Espagne de Franco, du Portugal et des dernières nations colonialistes, au ban des peuples du monde, elle éloigne de nous les peuples nouvellement indépendants qui ne demandaient pas mieux que de collaborer avec nous. Poursuivre la guerre c'est s'enfermer dans le passé, s'enliser dans la décadence, s'embarquer dans le fascisme. Seule la paix peut nous permettre de construire un avenir meilleur.

*Pour la Paix en Algérie par la négociation
Pour l'amélioration du niveau de vie des Travailleurs
Pour la construction d'une Démocratie Socialiste*

ADHEREZ AU P.S.U.

8, Rue Henner, PARIS-IX^e